INTRODUCTION

LE SIÈCLE DE STATISTIQUE CANADA : UNE INSTITUTION NATIONALE, UNE TRADITION FAMILIALE ET UN AVENIR STIMULANT

RANDY BOSWELL

Randy Boswell est professeur agrégé à l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton. Journaliste de longue date à Ottawa, il a développé un rythme unique dans l'histoire nationale en tant que rédacteur pour *Postmedia News* de 2003 à 2013. Il a publié des études universitaires sur l'histoire environnementale et archéologique du Canada et écrit régulièrement sur l'histoire et la politique canadiennes.

Au printemps 1986, pendant quelques semaines avant et après le « Jour du recensement » du 3 juin, qui a eu lieu dans tout le pays cette année-là, j'ai été l'émissaire de Statistique Canada pour le démarchage à domicile, le dénombrement des personnes et le remplissage de formulaires dans ma ville natale de Grand Valley, en Ontario (1 255 habitants).

En tant que recenseur de 19 ans, j'étais aussi le gars de Statistique Canada à Grand Valley portant le mulet, amoureux de Duran Duran, se promenant avec un baladeur, errant dans les rues (une douzaine de rues environ) comme le gros bonnet travaillant pour le gouvernement que j'étais brièvement, la planchette à pince en main.

De par sa conception, le recensement a capturé un moment figé dans le temps de la vie de notre village du centre-sud de l'Ontario. Ce n'est qu'aujourd'hui, à l'aube du 100e anniversaire de Statistique Canada l'an dernier — et à un moment de ma vie où même une mauvaise coupe de cheveux serait la bienvenue sur ce crâne dégarni âgé de 52 ans — que je réalise que je faisais partie de l'histoire, que je participais un peu à une importante mission nationale pour prendre la mesure de la citoyenneté du Canada.

Aujourd'hui, nous savons que Grand Valley avait 1 255 âmes en 1986 parce que je les ai comptées. Ma mère avait fait la même chose pour le recensement de 1976, alors que la population de la vallée n'était que de 1 096 habitants. Il y a quelques années, ma fille — également âgée de 19 ans, mais avec un iPod et une coiffure plus susceptible de résister à l'épreuve du temps — était représentante de Statistique Canada pour le recensement de 2016, pourchassant les chiffres dans certains immeubles résidentiels d'Ottawa (934 243 habitants à cette époque).

Il s'agit d'une véritable affaire de famille — trois

générations de collecte de données de base sur nos concitoyens canadiens, contribuant à notre façon à l'infrastructure de l'information qui sous-tend les politiques et programmes sociaux, culturels et économiques du pays.

Avec une certaine fierté, je peux dire que nous avons contribué à façonner l'image que le Canada a de lui-même.

Un dernier souvenir : le 8 février 2012, plus d'un quart de siècle après ma mission en tant que recenseur dans ma ville natale, j'ai littéralement été enfermé avec des dizaines d'autres journalistes dans un immeuble de Statistique Canada à Ottawa, de minuit à 9 h, alors que je nageais dans un océan de nouvelles statistiques sur la population du Canada recueillies lors du recensement 2011.

La « fermeture » des médias — il nous a été strictement interdit de communiquer au-delà des murs du complexe de bureaux du gouvernement du jour au lendemain — a permis aux rédacteurs des nouvelles de trier les faits saillants, de localiser les intrigues et d'obtenir l'avis des statisticiens et démographes fédéraux dans les heures précédant officiellement, largement et publiquement les résultats du recensement.

À cette occasion, j'ai eu le privilège d'expliquer aux Canadiens, dans les journaux de l'ensemble du pays, certains changements d'ensemble dans leur pays, notamment l'explosion démographique dans l'Ouest canadien (pour la première fois, il y avait plus de gens vivant à l'ouest de l'Ontario qu'à l'est) et un nombre total d'habitants qui avait dépassé 33 millions— surtout grâce à l'immigration mais aussi, dans une certaine mesure, à une vie plus saine et prolongée qui se traduit (entre autres choses) par un nombre record de Canadiens qui atteignent 100 ans.

(Nous avons appris plus tard en 2012, lorsque la prochaine série de statistiques du recensement de 2011 a été publiée, que le nombre exact de Canadiens de plus de 100 ans s'élevait à 5 825, ce qui nous donne une armée assez impressionnante de centenaires qui ne fera qu'augmenter considérablement au cours des prochaines décennies).

Aujourd'hui, Statistique Canada elle-même a rejoint ces rangs. Cette édition de *Thèmes Canadiens* (CITC) a été inspirée par le récent 100e anniversaire de Statistique Canada et la conférence de décembre 2018, Statistique Canada : 100 ans bien comptés, tenue à Ottawa et coorganisée par l'Association d'études canadiennes, l'Institut canadien pour les identités et les migrations, Environics Analytics, l'Institut Vanier de la famille et Statistique Canada elle-même.

Les idées qui se sont dégagées de cet événement, dont un certain nombre sont rassemblées ici sous forme d'essais, nous rappellent non seulement l'empreinte indélébile de Statistique Canada sur les progrès et la prospérité du Canada depuis l'époque du Bureau fédéral de la statistique, mais soulignent également les énormes défis — et possibilités — auxquels l'organisme fait face en cette ère des grandes données, des médias sociaux et des préoccupations accrues concernant les menaces réelles et imaginaires pour la vie privée.

Notre invitation à contribuer à ce numéro de CITC s'articule autour de la tâche suivante : « Alors que nous réfléchissons à l'histoire de cet organisme vital, à l'avenir de la collecte de données et aux

défis auxquels nous sommes confrontés en tant que nation, quelle(s) question(s) devrai(en)t nous préoccuper ou nous exciter le plus ? Comment le travail de Statistique Canada devrait-il évoluer ? Où faut-il tracer la frontière entre le droit à la vie privée et le besoin d'information du pays dans le but de dresser le profil de sa population actuelle et de planifier son avenir ? »

Nous sommes reconnaissants de l'éventail et de la profondeur des réponses fournies par une brochette aussi distinguée de collaborateurs.

La sénatrice Donna Dasko, l'une des sondeuses les plus connues au Canada avant sa nomination au Sénat en juin 2018, donne un excellent aperçu de l'évolution des défis que doivent relever les entreprises d'enquête et les statisticiens fédéraux pour exploiter des échantillons vraiment aléatoires de données démographiques à l'ère numérique. Elle souligne également la solide réputation de Statistique Canada en matière d'exactitude et d'innovation et son « dossier parfait en matière de protection de la confidentialité de ses répondants ».

Gustave Goldmann, expert en démographie, aborde l'épineuse question de la protection de la vie privée dans le monde de la collecte d'information et soutient que la solution au « nœud gordien » auquel sont confrontés les collecteurs de données du secteur public est de mieux expliquer l'immense valeur de leur travail pour soutenir « la sécurité nationale, la santé, le soutien social, la sécurité publique, les normes de logement et de qualité alimentaire et la sûreté des transports ».

Dans son essai, Michael Haan, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en migration et relations ethniques à la Western University, souligne le besoin crucial pour les chercheurs en sciences sociales d'adopter de façon réfléchie et continue de nouvelles méthodes de collecte et d'analyse de données — pour relever les défis que posent les grandes données, l'apprentissage machine et plus — pour demeurer pertinents dans un avenir prometteur mais incertain.

Jack Jedwab, président de l'Association d'études canadiennes, met en lumière les problèmes émergents entourant la terminologie de l'identification — en particulier les défis croissants que pose le terme « minorité visible » comme descripteur utile pour recueillir des données démographiques et élaborer des politiques publiques. « Les identités et l'identification sont en mutation, tout comme la terminologie que nous utilisons pour nous définir nous-mêmes », écrit-il. « Dans les démocraties pluralistes, les citoyens se définissent de multiples façons et les recenseurs doivent relever des défis considérables pour mesurer les identités dans des contextes très chargés ».

Jan Kestle, présidente et fondatrice d'Environics Analytics, a souligné l'importance d'établir et de maintenir la confiance des Canadiens lorsqu'il s'agit de recueillir des données : « Manifestement, dit-elle, nous, dans la communauté des données, ne faisons pas assez bien notre travail pour aider les Canadiens à comprendre pourquoi de bonnes données sont si importantes dans leur vie ».

Dans une excellente démonstration de l'importance d'une analyse habile de l'information sanitaire, socio-économique et autre recueillie au Canada, l'économiste Musah Khalid démystifie l'idée que ce pays souffre du même phénomène de « décès par

désespoir » largement cité aux États-Unis.

Doug Norris, expert en recensement et chef démographe d'Environics Analytics, souligne que l'utilisation récente par Statistique Canada de données provenant de la foule sur les prix du cannabis est un exemple du genre d'innovation dans les techniques de collecte de données qui sera de plus en plus essentielle à mesure que l'organisme fédéral s'adapte aux changements technologiques et sociaux pour réaliser son mandat dans l'avenir.

Dans leur examen de l'évolution des façons dont les statistiques du travail ont été recueillies et interprétées au Canada, les analystes de Statistique Canada, Martha Patterson, Myriam Hazel et Dylan Saunders, expliquent comment le suivi traditionnel des activités professionnelles est renforcé par de nouvelles approches. « Statistique Canada continue de s'appuyer sur ces mesures existantes du marché du travail pour mieux saisir l'impact de la mondialisation, de l'évolution technologique et de la numérisation sur la nature et la qualité du travail », observent-ils. « En 2017, il a été l'un des premiers organismes statistiques nationaux à publier des estimations de l'emploi dans l'économie du « gigaoctet » basées sur des enquêtes ».

Entre-temps, Raymond Théberge et Robert J. Talbot, respectivement commissaire aux langues officielles du Canada et directeur de la recherche au bureau du commissaire, expliquent comment l'évolution démographique a longtemps façonné le débat public et l'élaboration des politiques sur les langues officielles. Ils avertissent également que « la récente montée du discours populiste majoritaire », au Canada et dans le monde, a « des implications pour les minorités linguistiques partout dans le monde ».

Enfin, l'analyste de Statistique Canada, Katherine Wall, justifie fortement l'utilisation des données administratives recueillies auprès des établissements postsecondaires et d'autres sources pour faire la lumière sur les tendances en matière d'éducation et d'emploi chez les femmes dans les domaines des STIM (sciences, technologie, génie et mathématiques et informatique) — un indicateur important des progrès réalisés dans la lutte pour l'égalité des sexes au Canada. Elle conclut : « Dans un contexte où les taux de réponse à de nombreuses enquêtes sont en baisse, les données administratives sont un élément clé de la recherche actuelle et future de Statistique Canada ».

Collectivement, les essais publiés dans le présent volume témoignent de la contribution fondamentale que Statistique Canada a apportée au développement du pays au cours du siècle dernier et soulignent le besoin urgent d'innovation, d'adaptation et de modernisation continues alors que le principal organisme canadien de collecte de données trace le cours de ses 100 prochaines années.

Peut-être qu'un de mes futurs petits-fils ou arrière-petites-filles — qu'il/elle frappe encore à la porte pour recueillir des informations directement auprès des Canadiens ou qu'il/elle analyse des données transmises automatiquement et instantanément à Statistique Canada par les réseaux neuronaux d'un monde profondément numérisé — perpétuera notre tradition familiale d'aider la nation à prendre sa pleine mesure.